

Les leçons géopolitiques de la crise ukrainienne

jeudi 24 février 2022, par [DUTERME Renaud](#) (Date de rédaction antérieure : 23 février 2022).

Ce sont les grandes questions de ce début d'année. À quoi joue la Russie ? Pourquoi amasse-t-elle des milliers d'hommes à sa frontière avec l'Ukraine ? En cas d'invasion, quelles seraient les conséquences pour le reste du continent européen ? Petits détours géopolitiques pour comprendre la situation.

Si les tensions entre l'Ukraine et le pouvoir russe ne datent pas d'hier, il faut revenir à la fin de la guerre froide pour comprendre la situation actuelle entre les deux pays. L'effondrement du pouvoir soviétique, le dépeçage de l'URSS, l'humiliation face au géant étasunien, autant de couleuvres que la Russie a toujours du mal à avaler. La détente des années 1990 a certes donné lieu à un rapprochement entre les deux puissances, mais avant tout sur base d'une thérapie de choc orchestrée par le FMI (et donc des États-Unis) ayant conduit à une privatisation massive (entendez liquidation) de pans entiers de l'économie russe au profit d'oligarques et de puissances étrangères [1]. Élément fondamental également : la promesse faite à Gorbatchev par les [États-Unis et l'Allemagne](#) d'un non-élargissement de l'OTAN vers les frontières de la Russie.

Le réveil de l'impérialisme russe

Cette promesse sera rompue moins d'une décennie plus tard avec l'adhésion de la Hongrie, de la Pologne et de la République tchèque à l'alliance militaire. Par la suite, l'intention des États-Unis d'installer des boucliers antimissiles en Europe de l'Est ou encore le soutien des puissances occidentales à plusieurs révolutions dans d'anciennes républiques soviétiques (révolution des roses en Géorgie en 2003 et surtout révolution orange en Ukraine l'année suivante) vont exacerber la sensibilité russe (alors dirigée par Vladimir Poutine) et surtout lui fournir un prétexte pour s'ingérer à son tour dans les affaires internes de ses voisins.

Le paroxysme de ces ingérences sera la reconnaissance de la sécession de deux régions séparatistes en Géorgie en 2008. Et bien sûr, en 2014, l'annexion de la Crimée (péninsule située au sud de l'Ukraine et point stratégique pour la Russie car lui favorisant l'accès à la mer Noire et donc au commerce maritime mondial) et le soutien (bien que non reconnu officiellement) aux séparatistes du Donbass, région frontalière entre les deux pays. La situation actuelle n'est donc que le dernier épisode d'un feuilleton de près de trente ans mettant en scène une lutte entre Russie et États-Unis pour l'élargissement de leur sphère d'influence respective.

Une nouvelle guerre froide ?

Partant de là, serions-nous retournés à l'époque de la guerre froide ? Cette vision des choses, *a priori* pertinente, oublie cependant que les différences idéologiques, fondamentales lors de la guerre froide, n'existent pour ainsi dire plus. Pire encore, le fait que la Russie ait rejoint avec entrain le capitalisme mondialisé et dérégulé l'entraîne dans les contradictions inhérentes à ce système, à savoir la nécessité de trouver de nouveaux débouchés et l'accès à de nouvelles ressources hors du

territoire national. Or, cette expansion ne peut évidemment se faire qu'au détriment d'autres puissances empêtrées dans le même dilemme. Le géographe David Harvey résume la chose comme tel :

« tous les territoires occupés par le capitalisme produiront des capitaux en excès et vont rechercher une solution spatiale. Il en résultera inévitablement des rivalités géopolitiques pour l'influence ou le contrôle d'autres territoires » [2].

En définitive, ce à quoi nous assistons n'est qu'un nouvel affrontement entre deux impérialismes avec, du côté de la Russie, les mêmes pratiques et coups tordus que ceux pratiqués par les États-Unis depuis plus d'un siècle maintenant :

- Ingérences dans les affaires intérieures d'autres pays. Outre l'Ukraine et la Géorgie, le soutien de la Russie à Bachar el-Assad fait inévitablement penser aux nombreuses dictatures soutenues, voire mises en place par les États-Unis ces dernières décennies (Iran, Chili, Brésil, Nicaragua, Haïti, ancien Zaïre, Irak, etc.) [3].
- Appui à des forces sécessionnistes destinées à déstabiliser des pays et créer des États « amis ». Ici encore, la politique du Kremlin a comme un air de déjà-vu, par exemple au Panama, région amputée à la Colombie en 1903 avec l'appui des États-Unis pour maintenir un contrôle sur le canal du même nom. Ou dans les Balkans, avec le soutien à l'indépendance du Kosovo en 2008, pourtant en violation du droit international.
- Recours à des milices non officielles. On ne compte plus les affaires dans lesquelles a traîné la CIA (assassinats de dirigeants, organisation de coups d'États, espionnage, corruption, guerres civiles) pour le compte des intérêts étasuniens [4]. Il semblerait que la milice [Wagner](#) n'ait rien à lui envier. Cette société militaire privée russe, officiellement à la solde du Kremlin, est active dans la plupart des terrains d'opérations au sein desquels la Russie joue un rôle. De la Syrie au Mali en passant par la Centrafrique et la Libye, Wagner est au cœur d'accords de sécurité *in fine* destinés à la défense des intérêts russes dans les pays concernés.

La machine de propagande en marche

Évidemment, une politique impérialiste n'est jamais justifiée comme telle et doit s'accompagner d'une campagne de communication dissimulant les véritables intérêts sous des motifs plus louables. « *La première victime d'une guerre, c'est toujours la vérité* », disait Rudyard Kipling. Et dans notre cas, les deux côtés se livrent à une intense propagande conforme aux célèbres *Principes élémentaires de propagande de guerre* de l'historienne belge Anne Morelli [5]. À commencer par le rejet de la responsabilité sur l'autre partie. En effet, Russes comme Américains se rejettent la faute, aucun d'entre eux ne désirent la guerre mais risquant d'y être contraint par l'autre partie. Un classique.

Tout comme le fait de personnifier le mal, ce qui est évident à travers l'image diabolique de Vladimir Poutine véhiculée en Occident. Ce dernier incarne à lui seul la menace russe. Implicitement, un pays de plus de 140 millions d'habitants avec ses réalités sociales complexes et contradictions internes est réduit à la volonté et à la personnalité d'un seul homme.

Dans chaque camp, les motifs de l'embrasement sont bien entendu humanitaires. D'un côté la défense de l'intégrité du territoire ukrainien. De l'autre les persécutions dont seraient victimes les séparatistes pro-russes.

Et bien sûr, le manichéisme omniprésent empêchant toute nuance : la nécessité de prendre parti pour un camp ou l'autre. Comme l'écrit Anne Morelli :

« lors de toute guerre, celui qui se veut prudent, écoute les arguments des deux camps en présence avant de se forger un point de vue ou met en doute l'information officielle, est immédiatement considéré comme complice de l'ennemi ».

Une vieille histoire...

En bref, ce à quoi nous assistons ne semble en rien inédit et constitue plutôt un cas d'école d'une énième confrontation entre puissances impériales (ou du moins se considérant comme tel). Il n'en reste pas moins que la situation est inquiétante car, en cas de guerre, ce sont bien les populations civiles qui paieront le plus lourd tribut. Et les marchands d'armes ([États-Unis et Russie en tête](#)) qui en récolteront les plus grands profits. Quant à l'Europe, son rôle semble bien dérisoire dans cette affaire, sans aucun doute en raison de la forte dépendance de nombreux membres vis-à-vis du pétrole et du gaz russes.

Renaud Dutermé

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Contretemps

<https://www.contretemps.eu/lecons-geopolitiques-crise-ukrainienne/>

Notes

[1] Joseph Stiglitz, *La Grande Désillusion*, Paris, Fayard, 2002.

[2] David Harvey, *Géographie et capital. Vers un matérialisme historico-géographique*, Paris, Syllepse, 2010, p. 231.

[3] Les travaux de Noam Chomsky résument remarquablement les objectifs de la politique étrangère étasunienne.

[4] Mark Zepezauer, *Les sales coups de la CIA*, Paris, L'Esprit Frappeur, 2002.

[5] Anne Morelli, *Principes élémentaires de propagande de guerre*, Bruxelles, Aden, 2010.